

CARTES DE RETRAIT CCP

La durée de validité est portée à 4 ans

Les cartes de retrait CCP seront, désormais, valables pendant quatre ans. Algérie Poste lance la fabrication d'un million de nouvelles cartes magnétiques.

Chérif Bennaceur - Alger (Le Soir) - Depuis janvier 2007, Algérie Poste a fabriqué et personnalisé 5,8 millions de cartes de retrait CCP pour ses clients qui possèdent un compte actif.

Cette opération s'est achevée dans les 48 wilayas du pays en septembre 2008, selon le directeur de la communication d'Algérie Poste, Nouredine Boufenara, qui a animé hier un point de presse.

Néanmoins, un nombre important de cartes à puce n'a pas été retiré des bureaux de poste, malgré les avis et la campagne publicitaire lancés.

Quant aux cartes retirées et détenues par leurs propriétaires, elles ne sont pas toutes utilisées.

Selon Nouredine Boufenara, moins de 2

millions de cartes magnétiques servent au retrait.

En outre, ces cartes ont une durée de validité de deux ans seulement. Si elles sont acceptées à l'intérieur des bureaux de poste, elles ne sont pas acceptées par les guichets automatiques de banque (GAB) après expiration.

Les cartes renouvelées valables quatre ans

C'est le cas notamment à Alger, Sétif et Oran où cette opération a été entamée en premier et où les cartes ont commencé à expirer dès décembre 2008.

Pour la capitale qui compte 1,5 million de clients, 660 000 cartes ont été fabriquées depuis janvier 2007, dont seulement 34 000 ont été réellement utilisées.

Or, ces cartes ont commencé à expirer dès la fin décembre 2008 pour celles émises dès janvier 2007.

Pour cette raison, Algérie Poste a entamé la fabrication et personnalisation de 93 000 cartes nouvelles dès janvier 2009 à Alger.

Ces cartes CCP seront valables pendant quatre ans et non plus deux ans.

En fait, 300 000 cartes ont été renouvelées à Alger, Sétif et Oran, dont seulement la moitié a été récupérée par les concernés.

Algérie Poste ne renouvelle plus les cartes

Toutefois, Algérie Poste a suspendu le renouvellement des

cartes en mars dernier, décidée à ne pas fabriquer d'autres cartes qui risquent soit de ne pas être retirées ou d'être inutilisées.

D'autant que le coût de fabrication et personnalisation d'une seule carte est de l'ordre de 150 dinars, selon le directeur de la monétique auprès d'Algérie Poste, Omar Bouteldja.

A contrario, l'entreprise entend continuer à «numériser» ses clients même «à perte» et a opté pour la réactivation ou réhabilitation des cartes qui ont expiré.

En outre, ces cartes seront valables tant à l'intérieur des bureaux de poste qu'au niveau des GAB.

A ce propos, le communicateur d'Algérie Poste a assuré que d'ici une douzaine de jours maximum, les cartes expirées en juin dernier seront régénérées et seront valables pendant quatre ans.

Concernant les cartes encore valides (pour deux ans) et détenues par leurs propriétaires, il a été décidé qu'elles seront régénérées au plus tard 10 jours après leur date d'expiration arrivée. Ces cartes resteront valables pendant quatre ans. Quant aux cartes déjà renouvelées, elles sont également régénérées.

Plus de 3 millions d'opérations monétiques

Pour autant, Algérie

Poste qui compte 11 millions de clients CCP lance la fabrication de 1 million de nouvelles cartes de retrait.

Ces cartes seront distribuées sur la demande des intéressés qui possèdent un compte actif.

Par ailleurs, Nouredine Boufenara a indiqué que Algérie Poste poursuit sa stratégie de développement des GAB à l'horizon 2013.

Il s'agit de mettre en place 200 unités par an, en vue de renforcer le parc actuel de 500 GAB.

En relevant que 3,5 millions d'opérations monétiques sont effectuées à travers ces guichets.

C. B.

COMMANDE DES CHÉQUIERS POSTAUX

Le retard comblé dès la rentrée sociale

Le retard dans la commande des carnets de chèques postaux sera comblé dès la prochaine rentrée sociale. C'est ce qu'assure le directeur de la communication d'Algérie Poste, Nouredine Boufenara, réitérant les assurances du ministre de la Poste et des Technologies de l'information et de la communication. Pour répondre à une commande de plus en plus croissante en chéquiers, Algérie Poste est

en train d'installer de nouvelles confectionneuses, renouvelant ainsi un parc de plus en plus vétuste.

C. B.

ALGER 20 nouveaux bureaux de poste en vue

Vingt nouveaux bureaux de poste seront opérationnels à Alger. Sur ces 20, six ont été déjà ouverts et les quatorze autres le seront dans quelques jours. Ces nouveaux points permettront de combler le déficit de la capitale, estimé à une centaine de bureaux de poste.

C. B.

PAIEMENT PAR FACILITÉ

L'utilisation des chèques postaux est non réglementaire

L'utilisation de chèques postaux pour le paiement par facilité est interdite par la réglementation.

C'est ce que le directeur de la monétique auprès d'Algérie Poste, Omar Bouteldja, rappelle à propos de cette pratique courante mais illégale. En effet, certains magasins exigent de leurs clients qui achètent des biens de leur fournir d'avance six chèques encaissables par mensualité.

C. B.

JOURNÉE DE PROTESTATION DES CHEMINOTS

Le trafic ferroviaire paralysé à l'échelle nationale

Le trafic ferroviaire a été paralysé, hier, au niveau national. Une journée de protestation a été initiée par la Fédération nationale des cheminots (FNC), qui compte durcir le mouvement si aucune suite n'est donnée à ses doléances. Ce mouvement de protestation a surpris les usagers, car aucun préavis n'a été donné.

Salima Akkouche - Alger (Le Soir) - La gare ferroviaire d'Agha (Alger) était déserte hier matin. Les voyageurs étaient invités à rebrousser chemin. La raison ? Les cheminots ont observé une journée de protestation. Non informés, les usagers étaient furieux.

«Ça ne se passe ainsi qu'en Algérie. Non seulement le service minimum n'est pas assuré mais en plus, ils n'ont même pas pris la peine de donner un préavis», se plaint un usager. Les cheminots, de leur côté, affirment que c'est justement pour ne pas trop pénaliser les usagers qu'ils ont décidé d'une seule journée de protestation.

«Les travailleurs ont décidé d'observer un arrêt de travail sans préavis à partir d'aujourd'hui (hier, ndlr), mais nous avons fait appel à une seule journée de protestation», nous dira M. Abdelhamid Derradji, secrétaire général de la Fédération nationale des cheminots (FNC).

Il expliquera que ce mouvement fait suite au refus de l'administration des chemins de fer d'appliquer la nouvelle grille des salaires. En effet, la SNTF, qui a donné son accord de principe dans le cadre des classifications des postes de travail, désigné un bureau d'études pour finaliser le dossier et promis la prise en charge de leurs doléances dans un délai de deux mois, n'a pas honoré ses engagements.

«Des accords ont été conclus entre la direction générale et notre fédération pour l'application d'un nouveau système de gestion des ressources humaines, induisant une revalorisation des salaires qui devait se finaliser le 30 juin dernier», a précisé le secrétaire général de la FNC.

Or à l'expiration du délai, la direction générale a informé les cheminots qu'elle n'a pas les moyens financiers

pour mettre en place une telle grille des salaires. Une réunion a eu lieu lundi passé entre des représentants de la fédération et la direction générale de l'entreprise des chemins de fer, en présence du secrétaire général chargé des conflits sociaux à l'UGTA, à l'issue de laquelle, la direction a encore refusé de prendre en charge les doléances des travailleurs.

«Un investissement important a été dégagé par les pouvoirs publics pour permettre l'aboutissement du programme de modernisation du rail, mais en ce concerne les ressources humaines, rien n'a été entrepris», a déclaré M. Derradji.

Ce dernier interpelle les pouvoirs publics à intervenir afin de concrétiser les engagements pris par l'entreprise ferroviaire.

Dans le cas contraire, les cheminots menacent d'organiser une journée de protestation par semaine ou déclencher une grève illimitée. Pour remettre les trains sur les rails, il semblerait que les pouvoirs publics n'aient pas d'autre choix que de négocier avec le partenaire social.

S. A.

AUTOROUTE EST-OUEST Mise en service du tronçon El-Hamiz - Larbaâatche

Le ministre des Travaux publics a procédé, hier, à la mise en service du tronçon autoroutier El Hamiz-Larbataâche. En marge de cette cérémonie, Amar Ghoul a indiqué avoir pris des dispositions pour prendre en charge la problématique de la sécurisation des chantiers.

Le tronçon autoroutier qui relie El-Hamiz à la localité de Larbaâatche a été inauguré, hier, par le ministre des Travaux publics.

Une mise en service à laquelle ont participé les walis d'Alger et de Boumerdès ainsi que l'ambassadeur de Chine à Alger. D'une longueur totale de 41 km, cette voie rapide comprend une section de 15 km de l'autoroute Est-Ouest et une cinquantaine d'ouvrages d'art.

Lors de la cérémonie d'inauguration, Amar Ghoul s'est déclaré satisfait du fait que ce «tronçon ait été livré avant les délais prévus initialement». «La réalisation de la section El Hamiz-Larbaâatche a nécessité des efforts importants de la part des autorités locales en matière d'expropriation et de relogement des familles. Aujourd'hui, notre objectif est de relier Alger et Boumerdès à Bouira.

Cet autre tronçon devrait être livré avant la fin de l'année en cours, dès l'achèvement des ouvrages d'art dans les monts de Bouzegza», a souligné le ministre des Travaux publics. Amar Ghoul a également inauguré la pénétrante qui relie la zone industrielle de Rouiba à l'autoroute Est-Ouest.

Interrogé sur la multiplication des accidents de la circulation au niveau du tronçon qui relie la localité de Djebahia à la ville de Rouiba, dans la wilaya de Bouira, le ministre a reconnu que l'entreprise publique chargée de l'élargissement de l'autoroute ne procédait pas à la sécurisation de ses chantiers.

«Dans la wilaya de Bouira, c'est une entreprise publique, Cosider en l'occurrence, qui est en train de réaliser une troisième voie.

Il est vrai que nous avons déjà instruit cette entreprise pour qu'elle procède au renforcement de ses moyens de sécurisation du chantier.

Nous avons également introduit dans les nouveaux cahiers des charges des pénalités sévères, financières et administratives, contre les entreprises défaillantes ou qui manquent de signalisation au niveau de leurs chantiers.»

Amar Ghoul estime, par ailleurs, que les automobilistes ont une grande part de responsabilité dans les accidents de la route.

Tarek Hafid